



DOLLARAMA INC.

RAPPORT DE GESTION

Deuxième trimestre clos le 2 août 2026

Le 16 septembre 2026

Le présent rapport de gestion, daté du 16 septembre 2026, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur un aperçu et une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le deuxième trimestre clos le 2 août 2026. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le deuxième trimestre clos le 2 août 2026 et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice 2026 (tel qu'il est défini ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le deuxième trimestre clos le 2 août 2026 ont été préparées conformément aux Normes IFRS® de comptabilité, tels qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board, et qui sont également désignées comme les principes comptables généralement reconnus (« PCGR »).

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2025 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2025, « exercice 2026 » désigne l'exercice de la Société clos le 1^{er} février 2026 et « exercice 2027 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 31 janvier 2027.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus rapprochée du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines. Cependant, comme il est d'usage en ce qui concerne le calendrier du secteur de la vente au détail, une semaine est ajoutée à l'exercice tous les cinq ou six ans.

Faits récents et faits saillants

Dividende en trésorerie trimestriel

Le 16 septembre 2026, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,1200 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 6 novembre 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 octobre 2026. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Dollarcity – Dividende et apport de capital au Mexique

Le 19 août 2026, après la clôture du trimestre, le conseil d'administration de CARS (définie ci-après) a approuvé un dividende en trésorerie de 125,0 M\$ US. La quote-part du dividende revenant à Dollarama s'est établie à 75,1 M\$ US (103,8 M\$), ce qui reflète sa participation de 60,1 % dans CARS, et a été reçue au troisième trimestre de l'exercice 2027. Une partie du dividende a été utilisée au troisième trimestre de l'exercice 2027 pour fournir un apport de capital de 38,0 M\$ US (52,4 M\$) reflétant la participation de 80,05 % de la Société dans ICM (défini ci-après) et pour appuyer ses projets d'expansion au Mexique.

Renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 3 juillet 2026, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») et l'obtention de l'approbation de la Bourse de Toronto (la « TSX ») pour racheter jusqu'à 13 532 086 actions ordinaires, soit 5,0 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société au 30 juin 2026, au cours de la période de 12 mois allant du 7 juillet 2026 au 6 juillet 2027 (l'« offre de rachat de 2026-2027 »).

Modification et mise à jour de la convention de crédit

Le 26 juin 2026, la Société et Dollarama Australia Pty Limited (« Dollarama Australia ») ont conclu avec les prêteurs une première convention de modification de la cinquième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « convention de crédit ») afin notamment de prolonger d'environ un an la durée des facilités de crédit renouvelables de sorte que la facilité A prenne fin le 26 juin 2031, les facilités B et C prennent fin le 26 juin 2029, et les facilités D et E prennent fin le 2 juillet 2027.

Aperçu

Nos activités

Dollarama, qui a été fondée en 1992 et dont le siège social est situé à Montréal (Québec), au Canada, est un leader canadien des détaillants à bas prix exerçant ses activités au Canada, en Australie – à la suite de l'acquisition de The Reject Shop Limited (maintenant, Dollarama Australia) le 21 juillet 2025 (la « transaction visant TRS ») – et en Amérique latine, par l'intermédiaire de ses participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans Central American Retail Sourcing Inc. (« CARS ») et dans Inversiones Comerciales Mexicanas S.A. (« ICM », et, collectivement avec CARS et leurs filiales respectives, le « groupe Dollarcity » ou « Dollarcity »). Dans chacun des marchés où elle exerce ses activités, que ce soit directement ou indirectement, la Société vise à offrir une valeur attrayante à des bas prix fixes sélectionnés ainsi qu'un accès facile à une vaste gamme de produits de consommation courante et d'articles saisonniers abordables convenant à une large clientèle. Les magasins du réseau de la Société exercent leurs activités sous l'enseigne Dollarama^{MD} au Canada, The Reject Shop^{MD} en Australie et Dollarcity^{MD} en Amérique latine.

La stratégie de la Société consiste à faire progresser les ventes, le résultat d'exploitation, le résultat net et le résultat par action ainsi que les flux de trésorerie en augmentant son réseau de magasins et en offrant un vaste éventail d'articles à prix attrayants. La Société vise à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de ses activités. La Société continue d'évaluer les opportunités et de mettre en place des stratégies dans le but d'optimiser ses activités en Australie au cours des prochaines années et de les aligner davantage sur son modèle d'affaires, qui comprend l'aménagement des magasins et l'offre de produits.

Au Canada, au 2 août 2026, la Société exploitait 1 734 magasins, dont un nombre net de 15 nouveaux magasins ouverts au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2027. Les magasins canadiens ont une superficie moyenne de 10 466 pieds carrés, et ils proposent un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, notamment des articles de marque maison et de marques nationales, tous à prix attrayants. La marchandise est vendue soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes sélectionnés d'au plus 5,00 \$. Tous les magasins sont exploités par la Société, ce qui permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Les magasins sont situés dans des endroits achalandés, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes. La Société a également conclu des partenariats avec des plateformes de livraison en ligne de tiers offrant la livraison rapidement en vue d'offrir plus de commodité aux clients canadiens.

En Australie, au 2 août 2026, la Société exploitait un réseau national de 414 magasins bien situés, dont un nombre net de 4 nouveaux magasins ouverts et de 25 magasins rénovés au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2027. L'aménagement et l'équipement de rayonnages de 60 de ces 414 magasins, y compris les nouveaux magasins et des magasins rénovés, correspondent maintenant à ceux des magasins Dollarama, mais ces magasins continueront d'être exploités sous l'ancienne bannière jusqu'à ce que l'assortiment d'articles reflète la proposition de valeur de Dollarama. Les magasins australiens, dont la superficie moyenne est de 7 696 pieds carrés, offrent un vaste éventail d'articles de marque maison et de marques nationales dont environ 90 % des ventes provenaient d'articles dont le prix se situe entre 0,45 \$ AU et 15,00 \$ AU.

En Amérique latine, Dollarcity comptait un total de 781 magasins au 30 juin 2026 (par rapport à 732 magasins au 31 décembre 2025), dont 432 situés en Colombie, 124 au Guatemala, 116 au Pérou, 88 au Salvador et 21 au Mexique. Les magasins Dollarcity proposent un vaste éventail de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers à des prix fixes sélectionnés d'au plus 4,00 \$ US (ou l'équivalent en monnaie locale). Le contrôle des activités de Dollarcity en Amérique latine est exercé conjointement par Dollarama International Inc. (« Dollarama International ») et les actionnaires fondateurs de Dollarcity, par l'intermédiaire de leur participation respective dans CARS et dans ICM. CARS, une société constituée selon les lois du Panama, est la société mère d'entités exploitant des magasins situés au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou, et ICM, également constituée selon les lois du Panama, est la société mère d'entités exploitant des magasins situés au Mexique. Dollarama International détient une participation de 60,1 % dans CARS et une participation de 80,05 % dans ICM, toutes deux comptabilisées comme des partenariats selon la méthode de la mise en équivalence.

La Société est composée de deux secteurs à présenter : le Canada (qui comprend l'apport provenant des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence de la Société en Amérique latine) et l'Australie depuis la réalisation de la transaction visant TRS. Au 2 août 2026, les entités principales constituant le groupe Dollarama étaient les suivantes :

Nom de l'entité	Pays de constitution	Monnaie fonctionnelle	Participation
Dollarama S.E.C.	Canada	Dollar canadien	100,0 %
Dollarama International Inc.	Canada	Dollar américain	100,0 %
Central American Retail Sourcing Inc.	Panama	Dollar américain	60,1 %
Inversiones Comerciales Mexicanas S.A.	Panama	Peso mexicain	80,05 %
Dollarama Australia Pty Limited	Australie	Dollar australien	100,0 %

Faits saillants du deuxième trimestre de l'exercice 2027

Comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2026 :

- les ventes ont augmenté de 17,6 % pour s'établir à 2 026,6 M\$, comparativement à 1 723,8 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ au Canada ont augmenté de 5,4 %, comparativement à 4,9 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 11,0 % pour s'établir à 653,0 M\$, ce qui représente une marge du BAIIA¹⁾ de 32,2 %, comparativement à 34,1 %;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 7,0 % et s'est chiffré à 517,3 M\$, ce qui représente une marge d'exploitation¹⁾ de 25,5 %, comparativement à 28,0 %;
- le résultat net a augmenté de 8,7 % pour s'établir à 349,3 M\$, ce qui reflète une augmentation de 11,2 % du résultat net dilué par action ordinaire, qui s'est établi à 1,29 \$, alors qu'il était de 1,16 \$;
- un nombre net de 15 nouveaux magasins ont été ouverts au Canada, comparativement à un nombre net de 27 nouveaux magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- un nombre net de 4 nouveaux magasins ont été ouverts et 25 magasins ont été rénovés en Australie, et ces magasins exercent tous leurs activités sous l'ancienne bannière;
- 1 596 016 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation à un coût de 300,4 M\$.

Faits saillants du premier semestre de l'exercice 2027

Comparativement au premier semestre de l'exercice 2026 :

- les ventes ont augmenté de 19,3 % pour s'établir à 3 872,7 M\$, comparativement à 3 245,0 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ au Canada ont augmenté de 5,5 %, en sus de la croissance de 4,9 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 13,9 % pour s'établir à 1 235,5 M\$, ce qui représente une marge du BAIIA¹⁾ de 31,9 %, comparativement à 33,4 %;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 8,9 % et s'est chiffré à 949,6 M\$, ce qui représente une marge d'exploitation¹⁾ de 24,5 %, comparativement à 26,9 %;
- le résultat net a augmenté de 9,5 % pour s'établir à 651,6 M\$, ce qui reflète une augmentation de 11,7 % du résultat net dilué par action ordinaire, qui s'est établi à 2,39 \$, alors qu'il était de 2,14 \$;
- un profit latent de 16,4 M\$ a été dégagé au premier trimestre de l'exercice 2027 provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui a eu une incidence positive d'environ 40 points de base sur la marge du BAIIA et de 0,06 \$ sur le résultat net dilué par action ordinaire;
- un nombre net de 43 nouveaux magasins ont été ouverts au Canada, comparativement à un nombre net de 49 nouveaux magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- un nombre net de 12 nouveaux magasins ont été ouverts et 38 magasins ont été rénovés en Australie, et ces magasins exercent tous leurs activités sous l'ancienne bannière;
- 3 558 026 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation à un coût de 639,5 M\$.

Perspectives

Le communiqué de presse de la Société daté du 16 septembre 2026, à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2027 », présente une analyse des attentes de la direction en ce qui a trait aux perspectives des secteurs canadien et australien pour l'exercice 2027. Il est accessible sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à www.dollarama.com.

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Éléments ayant une incidence sur les résultats d'exploitation

Ventes

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits. Pour les magasins qui exercent leurs activités au Canada, toutes les ventes sont fermes, et les produits des activités ordinaires sont évalués après déduction des taxes de vente, des rabais et des remises. Pour les magasins qui exercent leurs activités en Australie, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés après déduction des rabais et des remises, des retours et des taxes de vente. Les cartes-cadeaux vendues sont comptabilisées à titre de passif et le produit des activités ordinaires s'y rattachant est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux sont échangées. Les ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins ainsi que des ventes à des tiers.

Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principaux facteurs de croissance des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, la Société met l'accent sur une offre de marchandises de qualité et diversifiées à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès. Comme la Société continue d'évaluer et de mettre en place des stratégies dans le but d'optimiser les activités en Australie et d'y appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années, elle ne présente pas à l'heure actuelle d'informations sur les ventes des magasins comparables pour ce secteur.

Aux termes des conventions d'approvisionnement et des conventions de services conclues entre Dollarama International Inc. et Dollarcity, la Société comptabilise les produits des activités ordinaires selon les montants facturés à Dollarcity lorsque la Société agit pour son propre compte. Lorsqu'elle agit à un autre titre, la Société comptabilise le montant net qu'elle conserve en tant que produit des activités ordinaires. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity ».

Dans le passé, notre chiffre d'affaires le plus faible a été enregistré au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé, au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cela dit, des conditions météorologiques inhabituellement défavorables qui perturberaient nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe ou pendant une période prolongée pourraient avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage dans nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers. Se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse des risques associés au caractère saisonnier des ventes et à la poursuite des activités.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks achetés, la portion variable et non indexée des frais d'occupation des magasins qui sont exclus des obligations locatives aux termes de la norme IFRS 16, et les frais de livraison et de transport (qui sont en grande partie variables et proportionnels aux volumes de nos ventes) ainsi que les frais d'occupation des entrepôts, du centre de distribution, des carrefours logistiques et les coûts de la main-d'œuvre. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats lorsqu'il est probable que ces ristournes seront reçues et que le montant peut raisonnablement être estimé. Les ristournes sont portées en réduction du coût d'acquisition des stocks ou, si les stocks visés ont été vendus, en réduction du coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts, y compris les coûts des matières premières, puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer avec la hausse des coûts et la compenser, du moins en partie.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que la monnaie fonctionnelle des entités exerçant ses activités au Canada et en Australie, surtout en raison de l'importation de marchandises chinoises en dollars américains, les variations du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle ont une incidence directe sur le coût des produits vendus. Par conséquent, le coût des produits vendus est touché indirectement par les fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et, directement, par celles du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle. Bien que nous concluons des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle (pour une période allant jusqu'à 12 mois d'avance), nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport constituent également une composante importante du coût des produits vendus.

Les frais d'occupation compris dans le coût des produits vendus de la Société se composent principalement de la portion variable et non indexée des charges qui sont exclues des obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les paiements de loyers fixes et indexés sont comptabilisés à titre d'obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les frais d'occupation ont généralement augmenté au fil des ans. La direction estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles et ne prévoit pas de hausses significatives des taux à court et à moyen terme. Au Canada, les baux des magasins sont habituellement signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans. En Australie, les baux des magasins ont en général une durée plus courte qu'au Canada et peuvent comporter des options de renouvellement.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute durable permettant d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation du rendement pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients. La marge brute varie d'un trimestre à l'autre par suite des variations des marges sur les produits, des changements dans la gamme des produits ou des variations des frais de logistique et de transport, entre autres facteurs. Au Canada, notre objectif actuel est de renouveler environ 25 % à 35 % de notre offre annuellement. En Australie, étant donné que nous optimisons actuellement l'éventail de marchandises afin de l'harmoniser avec la proposition de valeur de Dollarama, aucune cible de renouvellement n'a été établie pour le moment.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels au volume de nos ventes, ainsi que des coûts d'entretien général des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires, des coûts de transaction et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen des employés de nos magasins soit plus élevé que le salaire minimum prévu par la loi, une augmentation importante de ce dernier aurait une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par des améliorations de la productivité et par d'autres réductions de coûts des magasins. Les frais généraux sont généralement plus élevés pour le secteur australien, en comparaison au secteur canadien, principalement en raison de coûts de main-d'œuvre plus élevés.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

La Société exerce ses activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. En plus de la concurrence livrée par les autres magasins à un dollar, la Société fait face à une concurrence encore plus vive de la part des magasins à prix modiques et à escompte, des dépanneurs et des grandes surfaces, dont bon nombre sont situés dans des secteurs où elle est aussi présente, offrent des produits essentiellement similaires à ceux qu'offre la Société et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. De plus, en raison de la vaste gamme de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers qu'elle offre, la Société subit la concurrence de divers détaillants spécialisés, notamment des détaillants offrant des articles de bureau, des articles de quincaillerie, des articles pour la maison, des produits d'épicerie, des produits d'hygiène et de beauté, et du matériel d'art et d'artisanat, lesquels font partie des produits qu'offre également la Société. En outre, la Société livre concurrence à certaines autres entreprises pour l'obtention des meilleurs emplacements où installer ses magasins et pour attirer et conserver du personnel qualifié.

Principales informations financières consolidées

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées ci-dessous :

(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 2 août 2026	le 3 août 2025	le 2 août 2026	le 3 août 2025
	\$	\$	\$	\$
Données sur le résultat				
Ventes	2 026 645	1 723 838	3 872 734	3 245 048
Coût des produits vendus	1 125 752	939 348	2 161 852	1 788 248
Profit brut	900 893	784 490	1 710 882	1 456 800
Frais généraux	306 668	241 223	610 700	474 680
Dotation aux amortissements	126 769	98 121	251 719	188 502
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(49 883)	(38 330)	(101 121)	(78 642)
Résultat d'exploitation	517 339	483 476	949 584	872 260
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	(16 448)	(10 348)
Coûts de financement nets	51 173	43 169	100 907	87 129
Résultat avant impôt	466 166	440 307	865 125	795 479
Impôt sur le résultat	116 851	118 809	213 536	200 225
Résultat net	349 315	321 498	651 589	595 254
Résultat net de base par action ordinaire	1,29 \$	1,16 \$	2,40 \$	2,15 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	1,29 \$	1,16 \$	2,39 \$	2,14 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :				
De base	270 435	276 999	271 395	277 022
Après dilution	271 471	278 230	272 435	278 227
Autres données consolidées				
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	17,6 %	10,3 %	19,3 %	9,3 %
Marge brute ¹⁾	44,5 %	45,5 %	44,2 %	44,9 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ¹⁾	15,1 %	14,0 %	15,8 %	14,6 %
BAIIA ¹⁾	653 027	588 476	1 235 533	1 084 647
Marge d'exploitation ¹⁾	25,5 %	28,0 %	24,5 %	26,9 %
Dépenses d'investissement	126 136	60 656	238 253	106 911
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,1200 \$	0,1058 \$	0,2400 \$	0,2116 \$

(en milliers de dollars)	Aux	
	2 août 2026	1 ^{er} février 2026
	\$	\$
Données tirées de l'état de la situation financière		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	479 739	331 569
Stocks	1 096 123	1 103 175
Total des actifs courants	1 677 492	1 508 355
Immobilisations corporelles	1 417 858	1 258 499
Actifs au titre de droits d'utilisation	2 516 850	2 397 209
Total de l'actif	8 180 293	7 558 352
Total des passifs courants	1 080 653	1 348 179
Total des passifs non courants	5 621 733	4 754 285
Total de la dette ¹⁾	2 996 746	2 625 121
Dette nette ¹⁾	2 517 007	2 293 552
Capitaux propres	1 477 907	1 455 888

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Principales informations financières par secteur

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire des principales informations financières par secteur à présenter pour les périodes indiquées ci-dessous, qui ont été tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et des notes annexes.

L'information comparative pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 3 août 2025 comprend les résultats financiers de The Reject Shop Limited (maintenant, Dollarama Australia) pour la période de 13 jours allant du 22 juillet 2025 au 3 août 2025 (la « période suivant l'acquisition »), tandis que les résultats des périodes courantes comprennent les résultats d'exploitation sur des périodes complètes.

Pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 2 août 2026, la Société a conclu des transactions intersectorielles entre le secteur canadien et le secteur australien pour la refacturation de certaines fonctions de soutien au bénéfice du secteur australien. Le profit additionnel découlant de ces transactions intersectorielles s'est chiffré à 0,4 M\$ et à 0,6 M\$, respectivement, et a été éliminé des secteurs concernés.

Secteur canadien

(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 2 août 2026	le 3 août 2025	le 2 août 2026	le 3 août 2025
	\$	\$	\$	\$
Données sur le résultat				
Ventes	1 841 885	1 698 105	3 495 157	3 219 315
Coût des produits vendus ¹⁾	1 000 875	923 163	1 910 450	1 772 063
Profit brut	841 010	774 942	1 584 707	1 447 252
Frais généraux	254 746	234 721	505 107	468 178
Dotation aux amortissements	101 681	95 038	201 786	185 419
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(49 883)	(38 330)	(101 121)	(78 642)
Résultat d'exploitation	534 466	483 513	978 935	872 297
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	(16 448)	(10 348)
Coûts de financement nets	47 953	42 831	93 606	86 791
Impôt sur le résultat	123 440	118 923	225 111	200 339
Résultat net	363 073	321 759	676 666	595 515
Autres données consolidées				
Croissance des ventes des magasins comparables ²⁾	5,4 %	4,9 %	5,5 %	4,9 %
Marge brute ²⁾	45,7 %	45,6 %	45,3 %	45,0 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ²⁾	13,8 %	13,8 %	14,5 %	14,5 %
BAIIA ²⁾	642 858	585 203	1 210 581	1 081 374
Dépenses d'investissement	102 513	60 223	190 242	106 478
Nombre de magasins ³⁾	1 734	1 665	1 734	1 665
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ³⁾	10 466	10 446	10 466	10 446

¹⁾ Pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 2 août 2026, le coût des produits vendus comprend la dotation aux amortissements de montants de 6 711 \$ et de 13 412 \$, respectivement (6 652 \$ et 13 310 \$, respectivement, pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 3 août 2025).

²⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable. Le BAIIA de ce secteur est calculé sur la même base que le BAIIA consolidé de la Société. Les montants individuels pour chacun des éléments inclus dans le rapprochement entre le BAIIA consolidé de la Société et la mesure la plus directement comparable selon les PCGR, présentés dans la section intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion, sont présentés dans ce tableau.

³⁾ À la clôture de la période.

Secteur australien

(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 2 août 2026	le 3 août 2025 ¹⁾	le 2 août 2026	le 3 août 2025 ¹⁾
	\$	\$	\$	\$
Données sur le résultat				
Ventes	184 760	25 733	377 577	25 733
Coût des produits vendus ²⁾	124 877	16 185	251 402	16 185
Profit brut	59 883	9 548	126 175	9 548
Frais généraux	51 922	6 502	105 593	6 502
Dotation aux amortissements	25 088	3 083	49 933	3 083
Résultat d'exploitation	(17 127)	(37)	(29 351)	(37)
Coûts de financement nets	3 220	338	7 301	338
Impôt sur le résultat	(6 589)	(114)	(11 575)	(114)
Résultat net	(13 758)	(261)	(25 077)	(261)
Autres données sectorielles				
Marge brute ³⁾	32,4 %	37,1 %	33,4 %	37,1 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ³⁾	28,1 %	25,3 %	28,0 %	25,3 %
BAIIA ³⁾	10 169	3 273	24 952	3 273
Dépenses d'investissement	23 623	433	48 011	433
Nombre de magasins ⁴⁾	414	395	414	395
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁴⁾	7 696	7 678	7 696	7 678

¹⁾ Reflète les résultats du 22 juillet 2025 au 3 août 2025, à la suite de la réalisation de la transaction visant TRS.

²⁾ Pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 2 août 2026, le coût des produits vendus comprend la dotation aux amortissements de montants de 2 208 \$ et de 4 370 \$, respectivement (227 \$ et 227 \$, respectivement, pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 3 août 2025).

³⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable. Le BAIIA de ce secteur est calculé sur la même base que le BAIIA consolidé de la Société. Les montants individuels pour chacun des éléments inclus dans le rapprochement entre le BAIIA consolidé de la Société et la mesure la plus directement comparable selon les PCGR, présentés dans la section intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion, sont présentés dans ce tableau.

⁴⁾ À la clôture de la période.

Résultats d'exploitation

Résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2027

Le texte qui suit présente un aperçu de la performance financière de la Société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027 comparativement à celle du deuxième trimestre de l'exercice 2026.

Ventes

Les ventes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 17,6 % pour s'établir à 2 026,6 M\$, alors qu'elles étaient de 1 723,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à l'inclusion dans les ventes de résultats d'un trimestre complet en Australie, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours au deuxième trimestre de l'exercice 2026, à l'accroissement du nombre total de magasins au Canada au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 665 magasins au 3 août 2025 à 1 734 magasins au 2 août 2026, et à la hausse des ventes des magasins comparables au Canada.

Les ventes des magasins comparables au Canada pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 5,4 %, ce qui rend compte de l'accroissement de 3,7 % du nombre de transactions et de la hausse de 1,7 % du montant moyen des transactions, en sus de la croissance de 4,9 % enregistrée pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026. La croissance des ventes des magasins comparables au Canada est principalement attribuable à la forte demande de produits de consommation courante et de marchandises générales.

Au Canada, les nouveaux magasins, qui ne font pas encore partie des magasins comparables, enregistrent des ventes annuelles d'environ 3,2 M\$ au cours de leurs deux premières années d'activité, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans.

Marge brute

La marge brute¹⁾ s'est établie à 900,9 M\$, ou 44,5 % des ventes, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 784,5 M\$, ou 45,5 % des ventes, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026. Cette variation s'explique principalement par l'inclusion de résultats d'un trimestre complet en Australie, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours, et par une marge brute moins élevée en Australie, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2026, ce qui correspond à une incidence négative de 110 points de base. Au Canada, la marge brute s'est établie à 45,7 % des ventes au deuxième trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 45,6 % des ventes à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence favorable des économies d'échelle.

Frais généraux

Les frais généraux pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 27,2 % pour s'établir à 306,7 M\$, comparativement à 241,2 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026. Les frais généraux ont représenté 15,1 % des ventes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 14,0 % des ventes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026. Cette augmentation s'explique en grande partie par l'inclusion de résultats d'un trimestre complet en Australie, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours, et par une hausse des frais généraux en pourcentage des ventes en Australie, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2026, ce qui correspond à une incidence négative de 110 points de base. Au Canada, les frais généraux pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027 ont représenté 13,8 % des ventes, ce qui est stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

BAIIA

Le BAIIA s'est établi à 653,0 M\$, soit une marge du BAIIA de 32,2 %, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 588,5 M\$, ou une marge du BAIIA de 34,1 %, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026. Cette variation s'explique principalement par l'inclusion de résultats d'un trimestre complet en Australie, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours, et par une marge du BAIIA moins élevée en Australie, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2026. Au Canada, la marge du BAIIA du deuxième trimestre de l'exercice 2027 s'est établi à 34,9 % des ventes, comparativement à 34,5 % des ventes à la période correspondante de l'exercice précédent.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 28,6 M\$, passant de 98,1 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026 à 126,8 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de 22,0 M\$ pour le secteur australien attribuable essentiellement à l'inclusion de résultats d'un trimestre complet, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours, et par les ajouts d'actifs au titre des droits d'utilisation et les améliorations locatives liées à l'ouverture de nouveaux magasins dans le secteur canadien.

Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

La quote-part revenant à la Société du résultat net de Dollarcity s'est élevée à 49,9 M\$ pour la période allant du 1^{er} avril 2026 au 30 juin 2026. Elle comprend une quote-part de 60,1 % du bénéfice net de CARS d'un montant de 55,6 M\$, comparativement à 39,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une croissance d'un exercice à l'autre de 39,7 %, ainsi qu'une quote-part de 80,05 % de la perte nette d'ICM d'un montant de 5,7 M\$, comparativement à une perte nette de 1,5 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La performance de Dollarcity pour le deuxième trimestre est principalement attribuable à la hausse de 30,0 % des ventes, attribuable surtout à l'accroissement des ventes des magasins comparables et du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 658 au 30 juin 2025 à 781 au 30 juin 2026, ainsi qu'à l'augmentation de la marge brute et à la diminution des frais généraux en pourcentage des ventes, ces facteurs ayant été en partie contrebalancés par les coûts découlant des activités d'expansion plus élevés au Mexique. La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme un partenariat selon la méthode de la mise en équivalence. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity » du présent rapport de gestion.

Coûts de financement nets

Les coûts de financement nets ont augmenté de 8,0 M\$, passant de 43,2 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026 à 51,2 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027. Cette augmentation reflète principalement la hausse du niveau d'endettement moyen du secteur canadien par suite de l'émission des billets à taux fixe à 3,940 % et à 4,576 % (tel qu'ils sont définis ci-après) au cours du premier trimestre de l'exercice 2027 et l'augmentation de 2,9 M\$ pour le secteur australien, essentiellement attribuable à l'inclusion de résultats d'un trimestre complet, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a diminué de 1,9 M\$, passant de 118,8 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026 à 116,9 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027. Le taux d'imposition prescrit par la loi au Canada pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027 est demeuré à 26,5 %, ce qui est inchangé par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice 2026. Le taux d'imposition effectif de la Société pour le deuxième trimestre des exercices 2027 et 2026 était de 25,1 % et de 27,0 %, respectivement. La diminution du taux d'imposition effectif pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027 découle essentiellement de l'absence, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2026, de l'incidence non récurrente de 6,7 M\$ de l'accord de licence conclu avec Dollarcity en lien avec l'expansion de l'entreprise au Mexique ainsi que de l'augmentation du montant attribuable à la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 8,7 % pour s'établir à 349,3 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 321,5 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, ce qui entraîne une augmentation de 11,2 % du résultat net dilué par action ordinaire, qui s'est établi à 1,29 \$ par action ordinaire après dilution pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027, compte tenu de l'incidence négative de 0,05 \$ par action ordinaire après dilution du secteur australien.

Analyse des résultats du premier semestre de l'exercice 2027

Le texte qui suit présente un aperçu de notre performance financière pour le premier semestre de l'exercice 2027 comparativement à celle du premier semestre de l'exercice 2026.

Ventes

Les ventes pour le premier semestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 19,3 % pour s'établir à 3 872,7 M\$, alors qu'elles étaient de 3 245,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à l'inclusion dans les ventes de résultats sur un semestre complet en Australie, comparativement à des ventes sur la période suivant l'acquisition de 13 jours au premier semestre de l'exercice 2026, à l'accroissement du nombre total de magasins au Canada au cours des 12 derniers mois et à la hausse des ventes des magasins comparables au Canada.

Les ventes des magasins comparables au Canada pour le premier semestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 5,5 %, ce qui rend compte de l'accroissement de 3,6 % du nombre de transactions et de la hausse de 1,8 % du montant moyen des transactions, en sus de la croissance des ventes des magasins comparables au Canada de 4,9 % enregistrée pour le premier semestre de l'exercice 2026. La croissance des ventes des magasins comparables est principalement attribuable à la forte demande de produits de consommation courante et de marchandises générales.

Marge brute

La marge brute¹⁾ s'est établie à 1 710,9 M\$, ou 44,2 % des ventes, pour le premier semestre de l'exercice 2027, comparativement à 1 456,8 M\$, ou 44,9 % des ventes, pour le premier semestre de l'exercice 2026. Cette variation s'explique principalement par l'inclusion de résultats sur un semestre complet en Australie, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours, et par une marge brute moins élevée en Australie, comparativement au premier semestre de l'exercice 2026, ce qui correspond à une incidence négative de 100 points de base. Au Canada, la marge brute s'est établie à 45,3 % des ventes au premier semestre de l'exercice 2027, comparativement à 45,0 % des ventes à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence favorable des économies d'échelle.

Frais généraux

Les frais généraux pour le premier semestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 28,7 % pour s'établir à 610,7 M\$, alors qu'ils étaient de 474,7 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2026. Les frais généraux ont représenté 15,8 % des ventes pour le premier semestre de l'exercice 2027, comparativement à 14,6 % des ventes pour le premier semestre de l'exercice 2026. Cette augmentation s'explique en grande partie par l'inclusion de résultats sur un semestre complet en Australie, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours, et par une hausse des frais généraux en pourcentage des ventes en Australie, comparativement au premier semestre de l'exercice 2026, ce qui correspond à une incidence négative de 120 points de base. Au Canada, les frais généraux pour le premier semestre de l'exercice 2027 ont représenté 14,5 % des ventes, ce qui est stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

BAIIA

Le BAIIA s'est établi à 1 235,5 M\$, soit une marge du BAIIA de 31,9 %, pour le premier semestre de l'exercice 2027, comparativement à 1 084,6 M\$, ou une marge du BAIIA de 33,4 %, pour le premier semestre de l'exercice 2026. Cette variation s'explique principalement par l'inclusion de résultats sur un semestre complet en Australie, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours, et par un BAIIA moins élevé en Australie, comparativement au premier semestre de l'exercice 2026. Au Canada, la marge du BAIIA du premier semestre de l'exercice 2027 s'est établi à 34,6 % des ventes, comparativement à 33,6 % des ventes à la période correspondante de l'exercice précédent.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 63,2 M\$, passant de 188,5 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2026 à 251,7 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2027. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de 46,9 M\$ pour le secteur australien attribuable en grande partie à l'inclusion de résultats sur un semestre complet, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours, et par les ajouts d'actifs au titre des droits d'utilisation et les améliorations locatives liées à l'ouverture de nouveaux magasins dans le secteur canadien.

Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

La quote-part revenant à la Société du résultat net de Dollarcity s'est élevée à 101,1 M\$ pour la période allant du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026. Elle comprend une quote-part de 60,1 % du bénéfice net de CARS d'un montant de 111,1 M\$, comparativement à 81,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une croissance d'un exercice à l'autre de 36,5 %, ainsi qu'une quote-part de 80,05 % de la perte nette d'ICM d'un montant de 10,0 M\$, comparativement à une perte nette de 2,7 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La performance de Dollarcity pour le premier semestre est principalement attribuable à la hausse de 30,2 % des ventes, en raison principalement de l'accroissement des ventes des magasins comparables et du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 658 au 30 juin 2025 à 781 au 30 juin 2026, ainsi que de la diminution des frais généraux en pourcentage des ventes, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des coûts liés à l'expansion au Mexique. La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme un partenariat selon la méthode de la mise en équivalence. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity ».

Coûts de financement nets

Les coûts de financement nets ont augmenté de 13,8 M\$, passant de 87,1 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2026 à 100,9 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2027. Cette augmentation reflète principalement la hausse du niveau d'endettement moyen du secteur canadien par suite de l'émission des billets à taux fixe à 3,940 % et à 4,576 % au cours du premier trimestre de l'exercice 2027 et l'augmentation de 7,0 M\$ pour le secteur australien essentiellement attribuable à l'inclusion de résultats sur un semestre complet, plutôt que de résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 13,3 M\$, passant de 200,2 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2026 à 213,5 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2027. Le taux d'imposition prescrit par la loi au Canada pour le premier semestre de l'exercice 2027 est demeuré à 26,5 %, ce qui est inchangé par rapport à celui du premier semestre de l'exercice 2026. Le taux d'imposition effectif de la Société pour le premier semestre des exercices 2027 et 2026 était de 24,7 % et de 25,2 %, respectivement. La diminution du taux d'imposition effectif pour le premier semestre de l'exercice 2027 découle essentiellement de l'absence, comparativement au premier semestre de l'exercice 2026, de l'incidence non récurrente de 6,7 M\$ de l'accord de licence conclu avec Dollarcity en lien avec l'expansion de l'entreprise au Mexique ainsi que de l'augmentation du montant attribuable à la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 9,5 % pour s'établir à 651,6 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2027, comparativement à 595,3 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2026, ce qui entraîne une augmentation de 11,7 % du résultat net dilué par action ordinaire, qui s'est établi à 2,39 \$ par action ordinaire après dilution pour le premier semestre de l'exercice 2027, compte tenu de l'incidence négative de 0,09 \$ par action ordinaire après dilution du secteur australien.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Exercice 2027		Exercice 2026				Exercice 2025	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Données tirées de l'état du résultat net								
Ventes	2 026 645	1 846 089	2 101 264	1 909 442	1 723 838	1 521 210	1 881 345	1 562 644
Résultat net	349 315	302 274	392 460	321 724	321 498	273 756	390 954	275 806
Résultat net par action ordinaire								
De base	1,29 \$	1,11 \$	1,44 \$	1,17 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,40 \$	0,98 \$
Dilué	1,29 \$	1,11 \$	1,43 \$	1,17 \$	1,16 \$	0,98 \$	1,40 \$	0,98 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027

(en milliers de dollars)	Périodes de 13 semaines closes		
	le 2 août 2026	le 3 août 2025	Variation
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	598 288	427 223	171 065
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(126 400)	(268 543)	142 143
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(808 965)	299 542	(1 108 507)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(337 077)	458 222	(795 299)

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 598,3 M\$, comparativement à 427,2 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du résultat net en trésorerie pour le secteur canadien ainsi qu'à l'inclusion de résultats d'un trimestre complet pour le secteur australien, comparativement à des résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 126,4 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 268,5 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026. Cette variation est principalement attribuable à l'absence, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2026, de la contrepartie en trésorerie versée pour la transaction visant TRS, déduction faite de la trésorerie acquise de 181,8 M\$, et à l'apport en capital de 24,5 M\$ à ICM liés aux projets d'expansion au Mexique, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des dépenses relatives à l'aménagement en cours du carrefour logistique dans l'Ouest (le « carrefour logistique dans l'Ouest ») et à la conversion de magasins en Australie au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2027.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 809,0 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 299,5 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026. Cette variation s'explique essentiellement par le remboursement des billets à taux fixe à 1,871 % d'un montant de 375,0 M\$ et par le rachat d'un plus grand nombre d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2027, comparativement au produit de l'émission de billets à taux fixe à 3,850 % d'un montant de 600,0 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice 2026.

Flux de trésorerie pour le premier semestre de l'exercice 2027

(en milliers de dollars)	Périodes de 26 semaines closes		Variation
	le 2 août	le 3 août	
	2026	2025	
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	981 211	742 839	238 372
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(187 701)	(263 904)	76 203
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(645 340)	85 610	(730 950)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	148 170	564 545	(416 375)

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le premier semestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 981,2 M\$, comparativement à 742,8 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2026. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du résultat net en trésorerie pour le secteur canadien ainsi qu'à l'inclusion de résultats sur un semestre complet pour le secteur australien, comparativement à des résultats sur la période suivant l'acquisition de 13 jours.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le premier semestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 187,7 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 263,9 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2026. Cette variation est principalement attribuable à l'absence, comparativement au premier semestre de l'exercice 2026, de la contrepartie en trésorerie versée pour la transaction visant TRS, déduction faite de la trésorerie acquise de 181,8 M\$, et à l'apport en capital de 24,5 M\$ à ICM lié aux projets d'expansion au Mexique, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des dépenses relatives à l'aménagement en cours du carrefour logistique dans l'Ouest au premier semestre de l'exercice 2027.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le premier semestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 645,3 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 85,6 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2026. Cette variation s'explique essentiellement par le rachat d'un nombre plus élevé d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités ainsi que par le remboursement des billets à taux fixe à 1,871 % d'un montant de 375,0 M\$, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'émission de billets à taux fixe à 3,940 % et à 4,576 % d'un montant de 750,0 M\$ au cours du premier semestre de 2027. Ces éléments se comparent à un produit de l'émission de billets à taux fixe à 3,850 % d'un montant de 600,0 M\$ au premier semestre de 2026.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement comprennent les ajouts d'immobilisations corporelles et incorporelles qui se rapportent principalement aux investissements dans les projets de technologies de l'information, dans les projets de transformation et dans les nouveaux magasins.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2027, les dépenses d'investissement se sont établies à 126,1 M\$ et à 238,3 M\$, respectivement, comparativement à 60,7 M\$ et à 106,9 M\$ pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des dépenses d'investissement liées aux nouveaux magasins et à l'aménagement en cours du carrefour logistique dans l'Ouest et aux dépenses d'investissement du secteur australien.

Ressources en capital

La Société prévoit que ses flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avec ses liquidités disponibles, suffiront à répondre à ses besoins de liquidités prévus au cours de l'exercice 2027, ce qui inclut le financement de la croissance prévue et de ses dépenses d'investissement, le service de sa dette, le paiement de ses obligations contractuelles, le rachat d'actions ordinaires et le versement de dividendes aux actionnaires.

La capacité de la Société de payer le capital et les intérêts sur une partie, quelle qu'elle soit, de sa dette, qui se composait principalement de billets à taux fixe à la date des présentes, de refinancer ou de rembourser à l'échéance la totalité ou une partie de cette dette ou de générer des fonds suffisants pour répondre à ses futurs besoins de trésorerie dépendra en grande partie de sa performance future, laquelle, dans une certaine mesure, est tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire, et d'autres facteurs qui sont indépendants de sa volonté. Comme il est décrit ci-après, tout exercice par les actionnaires fondateurs de Dollarcity de leur option de vente ou tout exercice par la Société de son option d'achat (définie ci-après) garantie dans le cadre de la transaction visant Dollarcity pourrait également avoir une incidence sur ce qui précède et sur la stratégie de répartition du capital de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur la transaction visant Dollarcity.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2027, la Société a affecté une partie du produit net de l'émission des billets à taux fixe à 3,940 % et à 4,576 % qui a eu lieu au premier trimestre de l'exercice 2027 au remboursement à l'échéance de l'intégralité du montant en capital total de 375,0 M\$ des billets à taux fixe à 1,871 % en circulation de la Société, au financement des initiatives de dépenses d'investissement et aux fins générales de l'entreprise. La Société est bien perçue par les agences de notation. Les attentes de la Société à l'égard de l'utilisation prévue du produit et ses hypothèses concernant ses besoins en liquidités futurs et ses possibilités de refinancement sont susceptibles de changer ou pourraient se révéler inexactes. Se reporter à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion pour une analyse des risques liés à l'endettement, à la liquidité et à la modification de la solvabilité ou de la notation.

La Société avait un fonds de roulement positif de 596,8 M\$ au 2 août 2026, comparativement à un fonds de roulement positif de 361,1 M\$ au 3 août 2025. Cette hausse découle essentiellement du fait qu'au 2 août 2026, aucun billet à taux fixe ne venait à échéance au cours des 12 prochains mois et n'était inclus dans le passif courant, tandis qu'au 3 août 2025, des billets à taux fixe à 5,084 % d'un montant de 250,0 M\$ et des billets à taux fixe à 1,871 % d'un montant de 375,0 M\$ étaient inclus dans le passif courant.

Billets non garantis de premier rang

(en milliers de dollars)	2 août 2026	1 ^{er} février 2026
	\$	\$
Les titres de créance à long terme en cours se composent des éléments suivants :		
Billets non garantis à taux fixe de premier rang (les « billets à taux fixe ») portant intérêt comme suit :		
Taux annuel fixe de 4,576 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 2 avril 2036 (les « billets à taux fixe à 4,576 % »)	375 000	-
Taux annuel fixe de 3,940 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 25 juillet 2031 (les « billets à taux fixe à 3,940 % »)	375 000	-
Taux annuel fixe de 3,850 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 16 décembre 2030 (les « billets à taux fixe à 3,850 % »)	600 000	600 000
Taux annuel fixe de 5,165 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 26 avril 2030 (les « billets à taux fixe à 5,165 % »)	450 000	450 000
Taux annuel fixe de 2,443 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 9 juillet 2029 (les « billets à taux fixe à 2,443 % »)	375 000	375 000
Taux annuel fixe de 5,533 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 26 septembre 2028 (les « billets à taux fixe à 5,533 % »)	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 1,505 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 20 septembre 2027 (les « billets à taux fixe à 1,505 % »)	300 000	300 000
Taux annuel fixe de 1,871 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 8 juillet 2026 (les « billets à taux fixe à 1,871 % »)	-	375 000
Frais d'émission des titres de créance non amortis, y compris un montant de 1 446 \$ (1 300 \$ au 1 ^{er} février 2026) pour la convention de crédit	(10 735)	(7 992)
Intérêt à payer sur les billets à taux fixe	26 167	20 837
Entente de financement à long terme	3 551	3 465
Couverture de la juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	2 763	8 811
	2 996 746	2 625 121
Partie courante (y compris les frais d'émission de titres de créance non amortis, l'intérêt à payer sur les billets à taux fixe, les ententes de financement à long terme et les billets à taux fixe dont la date d'échéance se situe dans la prochaine période de 52 semaines, le cas échéant)	(28 872)	(398 275)
	2 967 874	2 226 846

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des billets à taux fixe au 2 août 2026 et au 1^{er} février 2026. Les justes valeurs des billets à taux fixe sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

	2 août 2026		1 ^{er} février 2026	
(en milliers de dollars)	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets à taux fixe				
Billets à taux fixe à 4,576 %	378 677	371 985	-	-
Billets à taux fixe à 3,940 %	373 691	373 890	-	-
Billets à taux fixe à 3,850 %	600 526	598 626	600 319	607 116
Billets à taux fixe à 5,165 %	454 925	469 917	454 823	478 751
Billets à taux fixe à 2,443 %	374 970	364 395	374 860	365 606
Billets à taux fixe à 5,533 %	507 716	519 540	507 544	528 830
Billets à taux fixe à 1,505 %	301 373	295 278	301 257	294 495
Billets à taux fixe à 1,871 %	-	-	375 342	374 048
	2 991 878	2 993 631	2 614 145	2 648 846

Convention de crédit

Le 26 juin 2026, la Société et Dollarama Australia ont conclu une première convention de modification de la cinquième convention de crédit modifiée et mise à jour avec les prêteurs qui y sont partie afin notamment de prolonger d'un an la durée des facilités de crédit renouvelables, de sorte que l'échéance de la facilité de crédit A d'un montant de 250,0 M\$ a été reportée du 27 juin 2030 au 26 juin 2031, l'échéance de la facilité de crédit B d'un montant de 450,0 M\$ et de la facilité de crédit C d'un montant de 50,0 M\$ a été reportée du 27 juin 2028 au 26 juin 2029, l'échéance de la facilité de crédit D d'un montant de 300,0 M\$ a été reportée du 26 juin 2026 au 2 juillet 2027, et l'échéance de la facilité de crédit E d'un montant de 75,0 M\$ AU (73,9 M\$) a été reportée du 22 décembre 2026 au 2 juillet 2027.

Aux termes de la convention de crédit, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total maximal disponible aux termes des facilités (autres que la facilité E), y compris les engagements existants (excluant les engagements liés à la facilité E), à 1 500,0 M\$. La convention de crédit oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement. La Société a la possibilité d'effectuer des emprunts en dollars canadiens, australiens et américains, en vertu de la convention de crédit, sauf pour la facilité E, en vertu de laquelle les prélèvements sont uniquement en dollars australiens.

La convention de crédit est cautionnée par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société et Dollarama Australia, les « parties garantissant l'emprunt »). La Société et Dollarama Australia sont solidairement responsables de leurs obligations respectives en vertu de la convention de crédit. La convention de crédit est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature de leurs activités et effectuer certaines opérations avec des sociétés du même groupe. La convention de crédit limite également la capacité des parties garantissant l'emprunt, dans certaines circonstances, de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 2 août 2026 et au 1^{er} février 2026, aucun montant n'était en cours aux termes de la convention de crédit et un montant de 1 120,3 M\$ (1 118,8 M\$ au 1^{er} février 2026) était disponible aux termes de la convention de crédit, ce qui comprenait les lettres de crédit émises pour l'achat de stocks d'un montant de 3,6 M\$ (2,3 M\$ au 1^{er} février 2026). Au 2 août 2026, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière aux termes de la convention de crédit.

Programme de billets de trésorerie aux États-Unis

Aux termes de son programme de billets de trésorerie aux États-Unis (le « programme de billets de trésorerie aux États-Unis »), la Société peut émettre, à l'occasion, par voie de placement privé, en vertu des dispenses d'inscription et d'obligations relatives au prospectus conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables, des billets de trésorerie non garantis dont l'échéance est d'au plus 397 jours à compter de la date d'émission (les « billets de trésorerie américains »). Le montant en capital total des billets de trésorerie américains en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis ne peut en aucun temps dépasser 700,0 M\$ US. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour convertir en dollars canadiens le produit net tiré de l'émission des billets de trésorerie américains et affecte ce produit aux fins générales de l'entreprise.

Les billets de trésorerie américains sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang (pari passu) que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société. Les billets de trésorerie américains sont cautionnés inconditionnellement par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc., filiales entièrement détenues par la Société. La convention de crédit sert de garantie de liquidités aux fins du remboursement des billets de trésorerie américains émis en vertu du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

Au 2 août 2026 et au 1^{er} février 2026, aucun montant n'était en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 2 août 2026. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 1 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Dettes d'exploitation et charges à payer	477 688	-	-	-	477 688
Dividendes à verser	32 440	-	-	-	32 440
Obligations locatives ¹⁾	148 168	352 221	1 490 711	1 501 550	3 492 650
Provisions non courantes et autres passifs ²⁾	-	-	271	1 233	1 504
Ententes de financement à long terme	-	1 864	1 863	-	3 727
Remboursement de capital sur :					
Billets à taux fixe à 4,576 %	-	-	-	375 000	375 000
Billets à taux fixe à 3,940 %	-	-	375 000	-	375 000
Billets à taux fixe à 3,850 %	-	-	600 000	-	600 000
Billets à taux fixe à 5,165 %	-	-	450 000	-	450 000
Billets à taux fixe à 2,443 %	-	-	375 000	-	375 000
Billets à taux fixe à 5,533 %	-	-	500 000	-	500 000
Billets à taux fixe à 1,505 %	-	-	300 000	-	300 000
Versements d'intérêts sur :					
Billets à taux fixe à 4,576 %	8 580	8 580	68 640	85 800	171 600
Billets à taux fixe à 3,940 %	-	14 775	59 100	-	73 875
Billets à taux fixe à 3,850 %	-	23 100	80 850	-	103 950
Billets à taux fixe à 5,165 %	11 621	11 621	69 728	-	92 970
Billets à taux fixe à 2,443 %	-	9 161	18 323	-	27 484
Billets à taux fixe à 5,533 %	13 833	13 833	41 497	-	69 163
Billets à taux fixe à 1,505 %	2 258	2 258	2 257	-	6 773
	694 588	437 413	4 433 240	1 963 583	7 528 824

¹⁾ Représentent les loyers annuels de base et les autres montants payés aux propriétaires qui sont fixes ou qui varient en fonction d'un indice ou d'un taux.

²⁾ Représentent les droits des employés.

Au 2 août 2026, outre les lettres de crédit en cours en vertu de la convention de crédit, la Société avait des engagements en capital pour l'acquisition d'immobilisations corporelles de 81,4 M\$ (82,4 M\$ au 1^{er} février 2026), principalement liés au développement du carrefour logistique dans l'Ouest.

Instruments financiers

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change, de taux d'intérêt et de prix. La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Pour une description des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le deuxième trimestre clos le 2 août 2026 ainsi qu'aux notes 3 et 17 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice 2026.

Risque de change

La Société se sert de contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport aux monnaies fonctionnelles des entités des secteurs canadien et australien. Ces instruments financiers dérivés sont désignés comme instruments de couverture des achats de marchandises prévus ou comme instruments de couverture des emprunts en dollars américains convertis en dollars canadiens dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis. Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur déterminée au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport aux monnaies fonctionnelles, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

Risque de taux d'intérêt

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour atténuer le risque associé aux variations de la juste valeur de ses billets à taux fixe par suite des fluctuations des taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme couvertures de la juste valeur. En utilisant ces swaps de taux d'intérêt, la Société reçoit un taux d'intérêt fixe et paie des intérêts à un taux variable sur un montant notionnel. Ces dérivés sont désignés comme des instruments de couverture et sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière.

La couverture du risque de taux d'intérêt comporte également un risque d'illiquidité et, dans la mesure où les taux d'intérêt augmentent, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si l'émission de billets à des taux couverts se traduisait par des marges moins élevées que si ces billets avaient été émis au taux du jour.

Risque de prix

La Société utilise des dérivés sur actions à titre de couverture économique d'une partie des modifications au risque de marché associé au régime des unités d'actions différées, car les montants comptabilisés au titre des passifs connexes varient en fonction de la juste valeur des actions de la Société. Ces dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture aux fins de la comptabilité, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins dans les états consolidés intermédiaires du résultat net et du résultat global.

La Société a réévalué la nature des risques découlant des instruments financiers dérivés et la gestion de ces risques et conclu qu'il n'y avait eu aucun changement significatif.

Transactions entre parties liées

Baux immobiliers

Au 2 août 2026, la Société louait 16 magasins, cinq entrepôts, ainsi que son siège social auprès d'entités liées au chef de la direction de la Société, aux termes de baux à long terme. Les paiements de loyers associés à ces baux conclus avec des parties liées sont évalués au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché.

Au 2 août 2026, le solde des obligations locatives à payer à des entités liées au chef de la direction de la Société s'élevait à 251,9 M\$ (257,4 M\$ au 1^{er} février 2026). Au cours des périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 2 août 2026, la Société a passé en charges des paiements de loyers à des entités liées au chef de la direction de la Société de 1,7 M\$ et de 3,3 M\$ (1,6 M\$ et 3,3 M\$ au cours des périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 3 août 2025).

Dollarcity

Au 2 août 2026, Dollarama International, une filiale entièrement détenue par la Société, détenait une participation de 60,1 % dans CARS et de 80,05 % dans ICM. La relation entre Dollarama International et les actionnaires fondateurs de Dollarcity est régie par une convention entre actionnaires (dans sa version pouvant être modifiée de temps à autre, la « convention entre actionnaires »), et comprend, entre autres choses, les modalités de gouvernance applicables à CARS, à ICM et à leurs activités respectives.

Dans le cadre de la convention entre actionnaires, la Société a l'option d'acquérir, à tout moment jusqu'au 31 décembre 2027 inclusivement, une participation additionnelle de 9,89 % dans CARS et une participation correspondante de 4,945 % dans ICM auprès des actionnaires fondateurs de Dollarcity (l'« option d'achat »). Les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont également une option de vente selon laquelle ils peuvent exiger, dans certaines circonstances, que Dollarama International rachète les actions de CARS qu'ils détiennent à la juste valeur de marché (et la participation proportionnelle correspondante dans ICM). Les actionnaires fondateurs de Dollarcity peuvent exercer ce droit dans le cours normal des activités au cours des périodes indiquées, sous réserve de seuils relatifs à la taille de la transaction, de seuils d'actionnariat obligatoires et de périodes de blocage et de préavis, entre autres conditions et restrictions. Ce droit pourrait également être exercé lorsque surviennent certains événements extraordinaires, notamment un changement de contrôle de la Société et la vente de Dollarcity. La convention entre actionnaires prévoit également des droits d'entraînement et des droits de suite concernant CARS et ICM. La Société ne peut prédire si le droit sera exercé ou non et, dans le cas où il serait exercé, elle ne peut prédire le moment où il ne le sera ni la mesure dans laquelle il le sera (l'option de vente pouvant, sous réserve de certaines exceptions, être exercée avant le 4 février 2027, jusqu'à l'atteinte d'un seuil maximal représentant 14,9 % de toutes les actions de CARS en circulation et leur participation proportionnelle correspondante dans ICM). Si l'option de vente est exercée, la contrepartie à payer par la Société pourrait, dépendamment de divers facteurs, dont ceux mentionnés précédemment, être payée au moyen de l'encaisse ou être financée en totalité ou en partie, et, selon les circonstances, elle pourrait avoir une incidence temporaire sur la stratégie de répartition du capital de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

La relation d'affaires de Dollarama International et de Dollarcity est en grande partie régie par des conventions d'approvisionnement et de services et d'autres conventions conclues entre les parties. Les conventions d'approvisionnement et de services ont une durée initiale de cinq ans, sous réserve de renouvellement automatique pour des périodes successives de un an, sauf en cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties au moins 60 jours avant la fin de la période en cours.

Aux termes des conventions d'approvisionnement, Dollarcity achète de la Société des produits à vendre aux clients dans le cours normal des activités. Les ventes à Dollarcity expédiées directement à partir des entrepôts de la Société ainsi que la contrepartie nette reçue pour les transactions pour lesquelles la Société agit comme intermédiaire sont incluses dans les ventes de la Société pour le secteur canadien.

Aux termes des conventions de services et des autres conventions en vigueur, Dollarcity et la Société se fournissent des services l'une à l'autre, y compris, sans s'y limiter, des services administratifs et des services généraux, ainsi que divers services liés aux technologies de l'information. Dollarcity achète également de la Société divers articles comme des produits de rayonnage, du matériel et des licences d'utilisation de logiciels.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et des passifs découlant des transactions conclues avec Dollarcity dans le cadre des conventions susmentionnées :

	Aux	
	2 août 2026	1 ^{er} février 2026
(en milliers de dollars)	\$	\$
Éléments inclus dans les états consolidés de la situation financière		
Créances	38 020	26 471
Dettes d'exploitation et charges à payer	4 527	10 862

Le tableau suivant présente les transactions conclues avec Dollarcity dans le cadre des conventions susmentionnées pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes aux dates indiquées ci-dessous :

	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 2 août 2026	le 3 août 2025	le 2 août 2026	le 3 août 2025
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Éléments inclus dans les états consolidés du résultat net et du résultat global				
Ventes ¹⁾	5 128	7 209	7 511	12 978

¹⁾ Inclut la contrepartie nette reçue pour les ventes pour lesquelles la Société agit comme intermédiaire ainsi que le produit brut tiré des ventes expédiées directement à partir des entrepôts de la Société.

Estimations et jugements comptables critiques

Pour préparer les états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés à l'aide des estimations et des jugements comptables critiques décrits à la note 5 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2026.

Normes et interprétations significatives

IFRS 18, États financiers : Présentation et informations à fournir (« *IFRS 18* »)

En avril 2024, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 18 afin d'assurer la comparabilité de la performance financière d'entités similaires. La norme, qui remplace IAS 1, *Présentation des états financiers*, a une incidence sur la présentation des états financiers de base et des notes, principalement l'état du résultat net, dans lequel les sociétés seront tenues de présenter des catégories distinctes de produits et de charges pour les activités d'exploitation, d'investissement et de financement, ainsi que des sous-totaux prescrits pour chaque nouvelle catégorie. IFRS 18 exigera que les mesures de performance définies par la direction soient expliquées et incluses dans une note distincte dans les états financiers consolidés. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, y compris pour les états financiers intermédiaires, et elle doit être appliquée rétrospectivement. La Société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés, et l'adoption aura lieu dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la période de 13 semaines close le 2 mai 2027.

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2027 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Nous avons inclus certaines mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières dans nos documents financiers afin de fournir aux investisseurs des mesures complémentaires de la performance financière et opérationnelle de la Société. La Société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures et ratios financiers suivants : le BAIIA, le total de la dette, la dette nette, les résultats non distribués ajustés, le ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA, la marge du BAIIA, la marge brute, la marge d'exploitation, les frais généraux en pourcentage des ventes, les ventes des magasins comparables et la croissance des ventes des magasins comparables. Nous estimons que ces mesures sont des mesures complémentaires importantes de la performance financière et opérationnelle, car elles éliminent les éléments qui ont une incidence moindre sur celles-ci, mettant ainsi en évidence des tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées ont fréquemment recours aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour évaluer les émetteurs. Notre direction fait par ailleurs appel aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison de la performance financière et opérationnelle d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer la capacité de la Société à assumer le service de la dette, les dépenses d'investissement et les besoins en fonds de roulement dans l'avenir.

La majeure partie de ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR.

Les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures financières présentées ci-après n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés émettrices.

A) Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA

Le BAIIA représente le résultat net plus l'impôt sur le résultat, les coûts de financement nets et la dotation aux amortissements et comprend la quote-part revenant à la Société du résultat net de ses participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La direction est d'avis que le BAIIA constitue une mesure complémentaire utile permettant d'évaluer la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes. La Société calcule également le BAIIA compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence afin d'exclure l'incidence de l'option d'achat, car elle ne reflète pas les activités courantes de la Société et ne devrait pas, selon la direction, être considérée comme faisant partie de l'évaluation à long terme de la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes de la Société. Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat net et du BAIIA :

	Périodes de 13 semaines		Périodes de 26 semaines	
	closes		closes	
	le 2 août 2026	le 3 août 2025	le 2 août 2026	le 3 août 2025
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Résultat net	349 315	321 498	651 589	595 254
Ajouter :				
Impôt sur le résultat	116 851	118 809	213 536	200 225
Coûts de financement nets	51 173	43 169	100 907	87 129
Dotation aux amortissements	135 688	105 000	269 501	202 039
BAIIA	653 027	588 476	1 235 533	1 084 647
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	(16 448)	(10 348)
BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	653 027	588 476	1 219 085	1 074 299

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :

BAIIA	653 027	588 476	1 235 533	1 084 647
Ajouter :				
Impôt exigible	(129 728)	(112 212)	(219 719)	(186 019)
Rémunération fondée sur des actions	3 779	3 746	7 710	7 194
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	(16 448)	(10 348)
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(49 883)	(38 330)	(101 121)	(78 642)
Intérêts reçus	9 762	6 503	17 608	10 690
Autres	(9 728)	1 775	(6 481)	2 807
	477 229	449 958	917 082	830 329
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	121 059	(22 735)	64 129	(87 490)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	598 288	427 223	981 211	742 839

Total de la dette

Le total de la dette représente la somme de la dette à long terme (y compris les frais d'émission des titres de créance non amortis, l'intérêt à payer et la couverture de la juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée), des emprunts à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, des ententes de financement à long terme et des autres dettes bancaires, dont la convention de crédit. La direction est d'avis que le total de la dette constitue une mesure utile pour faciliter la compréhension de la situation financière de la Société par rapport à ses obligations en matière de financement. Le tableau suivant présente le rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

	Aux	
	2 août 2026	1 ^{er} février 2026
	\$	\$
(en milliers de dollars)		
Total de la dette à long terme	2 996 746	2 625 121
Emprunts à court terme	-	-
Total de la dette	2 996 746	2 625 121

Dette nette

La dette nette représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La direction est d'avis que la dette nette constitue une mesure additionnelle utile pour évaluer la situation financière de la Société, en présentant toutes les obligations en matière de financement de la Société, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Le tableau suivant présente le rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

	Aux	
	2 août 2026	1 ^{er} février 2026
	\$	\$
(en milliers de dollars)		
Total de la dette	2 996 746	2 625 121
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(479 739)	(331 569)
Dette nette	2 517 007	2 293 552

Résultats non distribués ajustés

Les résultats non distribués ajustés représentent les résultats non distribués plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 2 août 2026 divisé par la valeur comptable de ces actions ordinaires et ii) du prix payé pour le règlement d'unités d'actions liées au rendement divisé par le coût de ces unités. Le tableau suivant présente le rapprochement des résultats non distribués et des résultats non distribués ajustés :

	Aux	
	2 août 2026	1 ^{er} février 2026
	\$	\$
(en milliers de dollars)		
Résultats non distribués	71 364	128 858
Prix payé excédant la valeur comptable des actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	8 662 436	8 027 091
Prix payé excédant le coût du règlement d'unités d'actions liées au rendement	8 674	8 597
Résultats non distribués ajustés	8 742 474	8 164 546

Les résultats non distribués sont réduits du montant payé excédant la valeur comptable des actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et, par conséquent, le solde des résultats non distribués ne reflète pas la performance opérationnelle de la Société. La direction estime que le rachat d'actions demeure une stratégie efficace pour créer de la valeur pour les actionnaires et constitue une utilisation appropriée des fonds de la Société. La direction est également d'avis que les résultats non distribués ajustés constituent une mesure supplémentaire qui reflète mieux la performance opérationnelle de la Société.

B) Ratios non conformes aux PCGR

Ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA

Le ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA correspond à la dette nette ajustée, divisée par le BAIIA consolidé pour les douze derniers mois. La direction utilise ce ratio pour évaluer partiellement la situation financière de la Société. Une hausse du ratio indiquerait un accroissement de la dette de la Société par tranche de un dollar de BAIIA généré. Le tableau suivant présente le calcul du ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA :

	Aux	
	2 août 2026	1 ^{er} février 2026
(en milliers de dollars)	\$	\$
Dette nette	2 517 007	2 293 552
Obligations locatives	2 909 442	2 770 473
Frais d'émission des titres de créance non amortis, y compris un montant de 1 446 \$ (1 300 \$ au 1 ^{er} février 2026) pour la convention de crédit	10 735	7 992
Couverture de juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	(2 763)	(8 811)
Dette nette ajustée	5 434 421	5 063 206
BAIIA pour les douze derniers mois ¹⁾	2 559 112	2 445 987
Ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA	2,12 x	2,07 x

¹⁾ Pour la période close le 1^{er} février 2026, ce montant correspond au BAIIA de la Société pour les douze derniers mois, qui s'établissait à 2 408 226 \$, et comprend les résultats de Dollarama Australia pour la période allant du 22 juillet 2025 au 1^{er} février 2026, plus le BAIIA de Dollarama Australia pour la période allant du 3 février 2025 à la réalisation de la transaction visant TRS le 21 juillet 2025 (tel qu'il a été calculé et présenté par Dollarama Australia), qui s'établissait à 37 761 \$.

Marge du BAIIA

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les ventes. La direction estime que cette mesure est utile pour évaluer la performance des activités courantes et l'efficacité des activités par rapport aux ventes. La Société calcule également la marge du BAIIA compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, afin d'exclure l'incidence de l'option d'achat, car elle ne reflète pas les activités courantes de la Société et ne devrait pas, selon la direction, être considérée comme faisant partie de l'évaluation à long terme de la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes de la Société. Le tableau suivant présente le rapprochement du BAIIA et de la marge du BAIIA :

	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 2 août 2026	le 3 août 2025	le 2 août 2026	le 3 août 2025
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
BAIIA	653 027	588 476	1 235 533	1 084 647
Ventes	2 026 645	1 723 838	3 872 734	3 245 048
Marge du BAIIA	32,2 %	34,1 %	31,9 %	33,4 %
BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	653 027	588 476	1 219 085	1 074 299
Ventes	2 026 645	1 723 838	3 872 734	3 245 048
Marge du BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	32,2 %	34,1 %	31,5 %	33,1 %

C) Mesures financières supplémentaires

Marge brute	Représente le profit brut divisé par les ventes, exprimé en pourcentage des ventes.
Marge d'exploitation	Représente le résultat d'exploitation divisé par les ventes, exprimé en pourcentage des ventes.
Frais généraux en pourcentage des ventes	Représentent les frais généraux divisés par les ventes.
Ventes des magasins comparables	Représentent les ventes des magasins, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période équivalente de l'exercice précédent.
Croissance des ventes des magasins comparables	Représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins comparables, par rapport à la période équivalente de l'exercice précédent.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir et constituent des énoncés prospectifs. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes négatives de ces termes ou d'autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur : les loyers de location de la Société; la stratégie de répartition du capital de la Société; la situation de trésorerie de la Société; l'effet relutif potentiel de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités; l'incidence des hausses du salaire minimum sur les frais d'administration et les charges d'exploitation des magasins; Dollarcity et certaines modalités aux termes de la convention entre actionnaires; l'évaluation et la mise en place de stratégies dans le but d'optimiser les activités en Australie et d'appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à la disposition de la direction ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique, le contexte géopolitique et la concurrence dans le secteur de la vente au détail au Canada, en Amérique latine et en Australie et que la direction a formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture, et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs qui sont considérés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réel, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, lesquels sont présentés dans le présent rapport de gestion et décrits plus en détail aux rubriques « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2026, tous deux accessibles sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.dollarama.com : augmentations futures des charges d'exploitation (y compris les hausses du salaire minimum prescrit par la loi), augmentations futures du coût des marchandises (y compris en raison de hausses des coûts des matières premières et de différends sur les tarifs), augmentations futures des frais de livraison et de transport et des autres frais de logistique (y compris en raison des frais de transport, des hausses du prix du carburant et des frais d'immobilisation), augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées (y compris en raison des perturbations touchant la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et de l'instabilité géopolitique créée par l'intensification des tensions entre la Chine et les pays de l'Occident), incapacité de maintenir la gamme de produits et de se réapprovisionner en marchandises, incapacité de maintenir l'image de marque et la réputation, freintes de stocks, perturbation dans le réseau de distribution, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts, le centre de distribution et les carrefours logistiques en temps opportun, incapacité de conclure ou de renouveler, selon le cas, les baux des magasins et des entrepôts à des conditions favorables et concurrentielles, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, activités à l'étranger (incluant les activités internationales en Australie et, par l'intermédiaire des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity, au Salvador, au Guatemala, en Colombie, au Pérou, au Mexique et au Panama), fluctuations des taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, risque de taux d'intérêt relatif à la dette à taux d'intérêt variable, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, tout exercice par les actionnaires fondateurs de Dollarcity de leur option de vente, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, hausses d'impôts et modifications apportées aux lois fiscales applicables ou à leur interprétation, concurrence dans le secteur de la vente au détail (y compris pour les détaillants en ligne), conjoncture générale de l'économie, concurrence de la part des détaillants en ligne et croissance du commerce électronique, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologies de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès (y compris l'incapacité de déceler et de poursuivre de nouvelles occasions de croissance au Canada et à l'international), incapacité de la Société à intégrer les activités de Dollarama Australia avec succès, toute incapacité à tirer parti des avantages qui devraient découler de l'acquisition de Dollarama Australia, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, tremblements de terre et autres catastrophes naturelles, perturbations géopolitiques et instabilité politique dans les pays étrangers, pandémies ou épidémies, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, cadre réglementaire, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, actions collectives et autres litiges, conformité sur le plan environnemental, changements climatiques et activisme actionnarial.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la Société, ses filiales ou Dollarcity; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et de Dollarcity et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire les attentes de la direction en date du 16 septembre 2026, et la direction n'a pas l'intention et ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la loi.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société.

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Société qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur ses résultats d'exploitation futurs sont décrits dans le rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2026 (accessible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.dollarama.com) et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés aux activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence. Elle souscrit également une couverture d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques, des informations sur ses concurrents ainsi que d'autres données financières et opérationnelles, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 2 février 2026 et se terminant le 2 août 2026 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dividende

Le 16 septembre 2026, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,1200 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 6 novembre 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 octobre 2026. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Le versement de chaque dividende trimestriel demeure assujéti à la déclaration du dividende en question par le conseil d'administration. Le montant réel de chaque dividende trimestriel ainsi que les dates de déclaration, d'inscription et de versement demeurent à la discrétion du conseil d'administration.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 3 juillet 2026, la Société a annoncé le renouvellement de son offre de rachat de 2026-2027 et l'obtention de l'approbation de la TSX pour racheter jusqu'à 13 532 086 actions ordinaires, soit 5,0 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société au 30 juin 2026, au cours de la période de 12 mois allant du 7 juillet 2026 au 6 juillet 2027. Toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités seront soit annulées soit placées en fiducie pour faciliter la possession et l'administration des actions ordinaires pouvant être achetées par la Société pour couvrir son exposition en ce qui a trait aux attributions effectuées aux termes de son régime d'unités d'actions liées au rendement, y compris à des fins de règlement de ses obligations aux termes de ce régime.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2027, un total de 1 596 016 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2026-2027 et de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédemment en vigueur, pour une contrepartie en trésorerie totale de 300,4 M\$, ce qui représente un prix moyen pondéré de 188,23 \$ par action, sans tenir compte de l'impôt applicable sur les rachats d'actions.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2027, un total de 3 558 026 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2026-2027 et de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédemment en vigueur, pour une contrepartie en trésorerie totale de 639,5 M\$, ce qui représente un prix moyen pondéré de 179,74 \$ par action, sans tenir compte de l'impôt applicable sur les rachats d'actions.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé.

Au 16 septembre 2026, 268 568 132 actions ordinaires étaient émises et en circulation, y compris 198 622 actions rachetées et détenues en fiducie à titre d'actions propres. En outre, il y avait 1 881 074 options émises et en cours au 16 septembre 2026, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 270 449 206 actions ordinaires émises et en circulation après dilution complète au 16 septembre 2026.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».